

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 04/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELF AMBLAINVILLE (ex AMBLAIN 3000)

ZAC les Vallées
60110 Amblainville

Références : IC-R/0334/24-AC/VM
Code AIOT : 0005108385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2024 dans l'établissement ELF AMBLAINVILLE (ex AMBLAIN 3000) implanté ZAC les Vallées 60110 Amblainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELF AMBLAINVILLE (ex AMBLAIN 3000)
- ZAC les Vallées 60110 Amblainville
- Code AIOT : 0005108385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELF AMBLAINVILLE est autorisée, par arrêté préfectoral du 6 juillet 2017, à exploiter une

plateforme logistique de 13 cellules de stockage dont 6 en mezzanine. Ces installations relèvent de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Risque foudre - vérifications des protections	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Extinction automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
13	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risque foudre - étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
3	Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.10	Sans objet
4	Réserves d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.10	Sans objet
6	Protection chaufferie et local sprinklage	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2	Sans objet
7	Protection murs séparatifs en toiture	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2	Sans objet
8	Protection des parois extérieures	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2	Sans objet
9	Stabilité au feu de la structure	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2	Sans objet
10	Caractéristique s du sol des aires et locaux de stockage	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2	Sans objet
11	Caractéristique s des éléments de support de toiture	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2	Sans objet
12	Stationnement	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des PL et conteneurs	article 7.2.8.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ELF AMBLAINVILLE a répondu aux points de non-conformité relevés lors du précédent contrôle.

Pour la prescription concernant l'état des stocks, la société répond à la majorité des points. Il est cependant attendu sous 30 jours des correctifs sur l'intégration du stockage de palettes (rubrique 1532).

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 2 mois les éléments attestant de la conformité de son installation de protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque foudre - étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une <i>notice de vérification et de maintenance</i> est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un <i>carnet de bord</i> est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 31 mai 2017, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas d'une notice de vérification et de maintenance concernant le risque foudre, et que le carnet de bord n'était pas renseigné.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté un carnet de bord renseigné, ainsi qu'une notice de vérification et de maintenance du site réalisée par la société RENARD.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque foudre - vérifications des protections

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une <i>notice de vérification et de maintenance</i> et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 31 mai 2017, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas fait réaliser la vérification complète des équipements de protection contre la foudre prévue à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sous 6 mois après leur installation. Il avait également été constaté que suite à un impact de foudre, l'exploitant n'avait pas fait réaliser sous un mois une vérification visuelle du dispositif de protection concerné par un organisme compétent.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre. Elle a été réalisée le 27 juillet 2023 par la société APAVE, société distincte de l'installateur. Cette vérification a relevé cinq nouvelles non-conformités.</p> <p>L'exploitant a présenté un DOE de la société INDELEC SERVICES intervenue le 28 novembre 2023 pour lever les non-conformités de la vérification complète.</p> <p>L'exploitant a également présenté la dernière vérification visuelle de la société APAVE du 27 juin 2024. Cette vérification relève une non-conformité. Cette non-conformité étant l'une de celles levées par le DOE, il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de la société de contrôle sur ce point.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport de vérification visuelle attestant de la conformité des installations de protection contre la foudre. sous 2 mois..
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • [...] • d'au moins 13 poteaux incendie dont le débit en simultané de 3 d'entre eux est supérieur ou égal à 180 m³/h ; Ces poteaux <i>d'un diamètre nominal DN100 ou DN150</i> sont alimentés par un réseau public ou privé et implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³ par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). <i>Le réseau incendie devra être bouclé, maillé et sectionnable.</i> Les poteaux incendie devront être installés en dehors des flux thermiques supérieurs à 5kw/m² et être réceptionnés par le service d'incendie et de secours de l'Oise. Le réseau garanti l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ; • [...]
Constats : Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant n'avait pas présenté le procès-verbal de réception par le service d'incendie et de secours de l'Oise des poteaux incendie. Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté le procès verbal du 26 janvier 2017 réceptionnant ces poteaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réserves d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- [...]
- d'une réserve d'eau d'au moins 840 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances Cette réserve dispose de 4 systèmes de mise en aspiration de type poteau d'aspiration (poteau bleu) ou cannes d'aspiration double avec raccords tournant, accessibles par 4 plates-forme d'aspiration d'une surface de 32 m² unitaire. Les dispositifs de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet le dimensionnement de la réserve. Cette réserve est équipée et réceptionnée en collaboration avec les services d'incendie et de secours;
- [...]

Constats :

Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant avait présenté le procès-verbal de réception par le service d'incendie et de secours de l'Oise de la réserve d'incendie et des cannes d'aspiration. L'exploitant n'avait pas présenté de justificatif sur le débit de ces cannes.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté l'attestation de la société MEDINGER ET FILS du 30 juin 2017 certifiant que chaque canne permet une alimentation de 60 m³/h.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.10

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- [...]
- d'un dispositif d'extinction automatique au niveau de chaque cellule et mezzanines se trouvant dans ces cellules ;
- [...]

Constats :

Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant n'avait pas présenté le certificat N1 du système d'extinction automatique d'incendie.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté le certificat N1 initial du système d'extinction automatique d'incendie de la société AAI du 28 septembre 2017. L'entrepôt ayant connu une extension à la suite de ce contrôle, il est demandé à l'exploitant de fournir le certificat N1 mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande de justificatif : il est demandé à l'exploitant de transmettre le certificat de conformité N1 du système automatique d'extinction incendie mis à jour comprenant toutes les cellules sous quinze jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Protection chaufferie et local sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Les locaux de charge, le local sprinklage et la chaufferie sont séparés des cellules de stockage et des autres locaux techniques attenants par un mur REI 120. [...]
Constats : Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant n'avait pas présenté de document permettant d'attester le caractère REI 120 de la paroi entre l'entrepôt et la chaufferie, et de la façade du local sprinklage donnant sur l'entrepôt. Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les attestations des sociétés VITTE du 9 juin 2017 et MAISON BLEUE du 15 septembre 2016 attestant de ce caractère REI 120.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection murs séparatifs en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] <ul style="list-style-type: none"> les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives ; [...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant n'avait pas présenté le justificatif de la bande de protection mise de part et d'autre du dépassement de la paroi séparative en toiture.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté une attestation de la Chambre Syndicale Française de l'Étanchéité justifiant du classement A1 de cette protection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Protection des parois extérieures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> Les autres parois extérieures de l'entrepôt sont construites en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant n'avait pas présenté le justificatif de classement des parois extérieures de l'entrepôt.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté une attestation de la société SOPREMA du 27 juin 2017 indiquant le classement en A1 du bardage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Stabilité au feu de la structure

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p><i>La stabilité au feu de la structure de l'entrepôt est d'une heure.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant n'avait pas présenté de justificatif pour la stabilité au feu de la structure.</p>

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté la note attestant du degré coupe-feu des panneaux béton et de la stabilité au feu des poteaux annexée à l'étude de non ruine en chaîne de la société TECHNI PREFEA du 11 juin 2019. Cette note indique une stabilité d'a minima R60.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Caractéristiques du sol des aires et locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl).

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant n'avait pas présenté de justificatif pour le classement incombustible du sol.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté l'attestation de la société PLACEO du 27 juin 2017 indiquant que le sol est classé A1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Caractéristiques des éléments de support de toiture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux M0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux M0 ou M1 de pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice T 30/1 (BROOF (t3)) ;

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 31 mai 2017, l'exploitant n'avait pas présenté de justificatif pour le classement de la toiture et de ses éléments de support.

<p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les attestations suivantes de la société SOPREMA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • isolation : attestation du 9 mai 2017 indiquant le classement A1 ; • supports d'étanchéité : attestation du 9 mai 2017 indiquant le classement A1 ; • toiture en panneaux sandwich : attestation du 12 janvier 2017 indiquant le classement M0 ; • ensemble de la toiture : attestation du 12 janvier 2017 indiquant le classement BROOF T3.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Stationnement des PL et conteneurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 7.2.8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des services de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 31 mai 2017, il avait été constaté la présence de poids-lourds stationnés sur les voies d'accès bloquant éventuellement l'accès aux services de secours.</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté que les poids-lourds ne stationnent plus sur les voiries. L'exploitant a indiqué avoir créé un nouveau parking PL et ne les faire entrer sur la partie entrepôt jusqu'aux quais que lorsque le quai en question est disponible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état

permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

L'entrepôt stocke exclusivement des meubles et de la literie.

Un relevé journalier des stocks est réalisé informatiquement par cellule et par classement ICPE. Cet état des stocks est accessible sur Cloud.

Un inventaire tournant de l'entrepôt est réalisé physiquement tous les trois mois.

L'exploitant a présenté l'état des stocks au moment de la visite. Cet état des stocks est également présenté comme l'état des stocks vulgarisé au vu de sa simplicité. Celui-ci indique les volumes

suivants :

- 1530 : 36 970 m³ pour un volume autorisé de 209 560 m³ ;
- 2663 : 49 700 m³ pour un volume autorisé de 209 560 m³.

Aucune mention de 1532 n'apparaît dans l'état des stocks générés alors que l'exploitant a indiqué que des palettes étaient stockées sur le site.

Non conformité (faits modérés) : l'état des stocks ne prend pas en compte la rubrique 1532 autorisée pour un volume de 209 560 m³.

L'exploitant indique que seules les palettes de transport seraient à intégrer sous cette rubrique, et qu'elles ne l'ont pas été, car elles ne sont pas comptabilisées comme un produit stocké dans l'entrepôt.

L'exploitant a présenté un plan annexé à cet état des stocks. Ce plan pourrait être complété en indiquant le classement ICPE par rubrique et le volume maximal de produit stocké par cellule.

L'exploitant a indiqué avoir un POI en cours de mise à jour et être en échanges avec le SDIS sur celui-ci. Il est rappelé à l'exploitant qu'une fois mis à jour, ce POI devra être envoyé en version électronique et papier en deux exemplaires à l'unité départementale de l'Oise de la DREAL.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter son état des stocks en intégrant la rubrique 1532 sous 30 jours.

Observation : le plan annexé à l'état des stocks pourrait être complété en indiquant le classement ICPE par rubrique et le volume maximal de produit stocké par cellule.

Observation : le POI mis à jour devra être envoyé en version électronique et papier en deux exemplaires à l'unité départementale de l'Oise de la DREAL.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours